Centrafrique : «À Bouar, des déplacés musulmans reviennent»

En dépit de la présence des groupes armés et d'une paix toujours fragile, les Églises de RCA travaillent à la réconciliation et à reconstruire un vivre-ensemble mis à mal par des années de guerre civile. C'est le cas non seulement à Bangui, où le Défap soutient les efforts de l'Église Protestante Christ-Roi de Centrafrique, mais aussi dans l'Ouest du pays, non loin des frontières du Tchad et du Cameroun, où il est en lien avec l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine. Deux représentantes de l'EELRCA, Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem et Antoinette Beanzoui Yindjara, ont été reçues au Défap en ce mois de juin. Elles témoignent.



Antoinette Beanzoui Yindjara (à gauche) et Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem (à droite) de l'EELRCA © Défap

Difficile de parler de la République centrafricaine sans se plonger dans la litanie des violences et des affrontements entre groupes armés : même Bangui, la capitale, pourtant considérée comme généralement calme, a connu des violences qui ont fait 24 morts et 170 blessés au début du mois de mai. Pourtant, dans ce pays qui peine à émerger de la guerre, et dont le gouvernement démocratiquement élu ne parvient pas à faire régner l'ordre face aux factions rebelles rivales, des signes d'espoir existent. Les signes lents d'une reconstruction : des autorités qui mettent sur pied une commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation, des Forces Armées centrafricaines qui montent en puissance, aidées notamment par des formateurs de la Mission d'entraînement de l'Union européenne… Ces ferments de paix et d'unité sont entretenus notamment par les Églises, par des représentants religieux qui maintiennent le dialogue entre communautés, et par des actions au quotidien pour préparer le retour de déplacés ou aider des victimes de violence. Reconstruire, tout simplement…

En ce mois de juin, le Défap a reçu la visite de deux représentantes de l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine, qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'Ouest du pays, région déshéritée et instable. Toutes deux étaient de passage en Europe pour rencontrer les partenaires de l'EELRCA en France (où cette Église bénéficie de l'appui de l'UEPAL, via le Défap) et en Allemagne. Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem est vice-présidente de l'Église ; Antoinette Beanzoui Yindjara est pour sa part l'une des trois femmes pasteures ordonnées par l'EELRCA, et elle dirige l'école de théologie de Baboua, non loin de la frontière camerounaise. Baboua est à un peu plus d'une centaine de kilomètres à l'ouest de Bouar, chef-lieu de la préfecture de Nana-Mambéré. Une ville où s'opposent les efforts de reconstruction et les influences des groupes armés qui ont mis la région en coupe réglée. C'est à Bouar que pourrait être prochainement installé un centre de

formation et d'entraînement des FACA, les Forces Armées centrafricaines, avec le soutien de la Mission d'entraînement de l'Union européenne ; mais Bouar est aussi au cœur du territoire où sévit le chef rebelle Sidiki Abass, qui à la tête du groupe armé 3R (pour «Retour, réclamation, réhabilitation»), prétend défendre les intérêts des Peuls dans tout le secteur nord-ouest de la RCA, aux confins du Cameroun et du Tchad.



Une cellule d'écoute psychologique mise en place à Bangui par l'EPCRC © Défap-Cevaa

Quelle est aujourd'hui la situation dans la région de Bouar ?

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : La situation reste difficile. À Bouar même, ou le long des grands axes comme la route qui va vers la frontière et Garoua Boulaï, la population

bénéficie d'une paix précaire. Mais dans les villages environnants règne la plus grande insécurité.

Antoinette Beanzoui Yindjara : Certaines localités peuvent être occupées par des groupes armés qui rançonnent les commerces, voire les chefs de village, lesquels se retrouvent obligés de faire du porte-à-porte pour réunir l'argent nécessaire afin de racheter leur propre vie. Même les éleveurs peuls, que certains groupes rebelles prétendent protéger, peuvent voir une partie de leur troupeau emportée par leurs «protecteurs». Pourtant, il y a des améliorations : une partie des anti-balaka de notre région ont été désarmés. Certains suivent aujourd'hui des formations pour avoir un métier. Même si d'autres préfèrent la vie de petits voleurs en s'abritant derrière le paravent des anti-balaka…

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Il faut dire que tous les groupes armés ont attiré beaucoup de jeunes désœuvrés en les manipulant. L'enjeu aujourd'hui est de leur permettre d'avoir un vrai métier…

Antoinette Beanzoui Yindjara : Un autre signe encourageant : certains chefs rebelles demandent désormais à rencontrer les chefs de quartier, les autorités, en affirmant qu'ils veulent en finir avec la violence, qu'ils sont pour la réconciliation. C'est le cas notamment de Sidiki Abass et de son groupe qui se dit défenseur des Peuls. C'est une initiative qui suscite évidemment de la méfiance ; et on voit bien qu'il place des gens à lui dans tous les villages. Mais c'est tout de même un signal qui donne de l'espoir.

Que peut faire l'EELRCA dans un tel contexte ?

Antoinette Beanzoui Yindjara : Dans notre pays, toutes les Églises travaillent en ce moment pour la paix et la réconciliation. C'est aussi le cas des représentants de toutes les religions, qui se retrouvent dans une plateforme interreligieuse. Notre Église en particulier a organisé, avec

l’aide d’ONG internationales et de nos partenaires européens et américains, beaucoup de rencontres et d’actions de sensibilisation autour de l’accueil des déplacés.

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Quand un grand nombre de ces déplacés arrivent, on se retrouve souvent dépassé, ce qui crée des situations difficiles. Je le vois dans mon quartier : beaucoup sont venus s’installer, fuyant les troupes de Sidiki. Ils ne peuvent pas rentrer chez eux ; ils ne peuvent pas travailler ; ils souffrent, en attendant l’aide des ONG internationales.

Antoinette Beanzoui Yindjara : D’où l’enjeu de ces actions de sensibilisation : comment accueillir ces déplacés, comment les aider à s’installer ? Et au-delà, comment œuvrer à la réconciliation, et comment nous donner les moyens de vivre ensemble une fois que cette crise sera passée ? Les pasteurs de notre Église ont été mis à contribution, lors de ces sessions d’information et de ces conférences, pour aider à préparer spirituellement et moralement la réconciliation.

Mais le retour des déplacés ne risque-t-il pas de créer de nouvelles tensions entre communautés, entre chrétiens et musulmans ?

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Ce retour commence déjà : on voit certains des musulmans qui avaient fui revenir à Bouar et à Baboua.

Antoinette Beanzoui Yindjara : Les marchands musulmans ont repris leurs commerces à Bouar. Les Peuls aussi, chassés par les violences, reviennent : on commence à revoir les femmes des éleveurs peuls vendre du lait sur les marchés. J’ai reçu une invitation de la part du maire de la commune de Besson, près de Baboua, pour participer à une rencontre sur la cohésion sociale lors de la fête du ramadan. Et au niveau de la plateforme interreligieuse de Baboua, dont je fais partie, nous avons eu une rencontre au cours de laquelle nos frères

musulmans nous ont dit que beaucoup des réfugiés partis au Cameroun sont prêts à rentrer. Car ils souffrent beaucoup là où ils sont actuellement… Leurs préoccupations, ce sont leurs maisons, qui ont été brûlées, et tous leurs biens qui ont été détruits. Les responsables musulmans de la plateforme ont donc demandé aux pasteurs et aux évêques s'il serait possible de trouver de l'aide pour reconstruire ces maisons.

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Nous avons aussi organisé des rencontres pour favoriser la cohésion sociale entre femmes chrétiennes et musulmanes à Bouar, Gallo et Baboua. Il s'agissait de sessions se déroulant sur plusieurs jours, qui faisaient appel à des pasteurs, des travailleurs humanitaires, avec une partie se déroulant sous la forme de conférences, et des discussions libres. Les participantes étaient nombreuses et très demandeuses d'autres ateliers du même type.

Antoinette Beanzoui Yindjara : Il y a déjà eu quatre de ces ateliers organisés avec l'aide de nos partenaires internationaux, un en 2016, un en 2017 et deux en 2018. Je faisais partie des intervenantes lors du premier d'entre eux, il y a deux ans. C'était la première fois que les femmes musulmanes avaient osé se montrer au grand jour. Un grand moment…

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez